

# Bundesgesetzblatt <sup>1</sup>

Teil II

Z1998A

1970	Ausgegeben zu Bonn am 13. Januar 1970	Nr. 1
------	---------------------------------------	-------

Tag	Inhalt	Seite
28. 11. 69	Bekanntmachung der Vereinbarung zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Französischen Republik über den Austausch amtlicher Schriften . . . . .	1

**Hinweis**  
**auf Änderung der Stoffverteilung im Bundesgesetzblatt Teil I und Teil II**

*Ab 1. Januar 1970 wird Bundesgesetzblatt Teil I auch die Veröffentlichungen über den Bundeshaushalt, die Ortsklassenverzeichnisse, die Eisenbahnen, die See- und Binnenschifffahrt und die Bundeswasserstraßen enthalten, nicht mehr Teil II.*

**Bekanntmachung  
der Vereinbarung  
zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland  
und der Regierung der Französischen Republik  
über den Austausch amtlicher Schriften**

**Vom 28. November 1969**

In Paris ist durch Notenwechsel vom 26. Dezember 1963 und 15. Januar 1964 zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Französischen Republik eine Vereinbarung über den Austausch amtlicher Schriften getroffen worden.

Die Vereinbarung ist am 1. Januar 1964 in Kraft getreten.

Sie ist hinsichtlich der Anwendung auf das Land Berlin durch Notenwechsel vom 22. Januar 1965 und 11. August 1969 ergänzt worden.

Beide Notenwechsel werden nachstehend veröffentlicht.

Bonn, den 28. November 1969

Der Bundesminister des Auswärtigen  
In Vertretung  
Ralf Dahrendorf

Le Ministère  
des Affaires Etrangères

Paris, le 26 décembre 1963

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer aux pourparlers qui ont eu lieu entre les services compétents du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et du Gouvernement de la République Française au sujet de l'échange de publications officielles et de faire savoir à votre Excellence que le Gouvernement de la République Française accepte qu'il soit procédé à un échange de publications officielles entre les deux Gouvernements conformément aux dispositions suivantes:

1. Chaque Gouvernement fournira régulièrement à l'autre Gouvernement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1964, un exemplaire de chacune des publications périodiques inscrites sur les listes échangées entre les deux Gouvernements. Ces listes pourront de temps à autre faire l'objet de modifications à fixer entre les institutions citées au paragraphe 3 ci-dessous, si besoin est.

2. Chaque Gouvernement fournira également les publications isolées demandées par l'autre Gouvernement, suivant les modalités qui s'avéreront les plus expédientes.

3. Les publications allemandes seront envoyées à la Bibliothèque Nationale à Paris et les publications françaises à la Staatsbibliothek, z. Z. Marburg/Lahn, Abteilung Internationaler amtlicher Schriftenaustausch.

4. Les contributions des deux Gouvernements devront être sensiblement équivalentes. Chaque Gouvernement aura la faculté de dénoncer le présent accord s'il se trouve appelé à fournir un volume de publications dont la valeur dépasserait de beaucoup celle des publications reçues.

Dès réception d'une communication de votre Excellence indiquant que les dispositions ci-dessus peuvent être acceptées par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République Française considérera que l'accord sera conclu et prendra effet à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1964.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

signé: Maurice Couve de Murville

Son Excellence  
Monsieur Klaiber  
Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne  
à Paris

(Übersetzung)

L'Ambassadeur  
de la République Fédérale  
d'Allemagne

Paris 8<sup>e</sup>, le 15 janvier 1964  
13/15 Av. Franklin D. Roosevelt

Son Excellence  
Monsieur Maurice Couve de Murville  
Ministre des Affaires Etrangères  
de la République Française  
Paris

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 26 décembre 1963 que Votre Excellence a bien voulu m'adresser et qui est conçue comme suit:

« Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer aux pourparlers qui ont eu lieu entre les services compétents du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et du Gouvernement de la République Française au sujet de l'échange de publications officielles et de faire savoir à votre Excellence que le Gouvernement de la République Française accepte qu'il soit procédé à un échange de publications officielles entre les deux Gouvernements conformément aux dispositions suivantes:

1. Chaque Gouvernement fournira régulièrement à l'autre Gouvernement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1964, un exemplaire de chacune des publications périodiques inscrites sur les listes échangées entre les deux Gouvernements. Ces listes pourront de temps à autre faire l'objet de modifications à fixer entre les institutions citées au paragraphe 3 ci-dessous, si besoin est.

Der Botschafter  
der Bundesrepublik Deutschland

Paris, den 15. Januar 1964

Seiner Exzellenz  
dem Minister der Auswärtigen Angelegenheiten  
der Französischen Republik  
Herrn Maurice Couve de Murville  
Paris

Herr Minister,

ich beehre mich, den Empfang des Schreibens vom 26. Dezember 1963 zu bestätigen, das Eure Exzellenz an mich gerichtet haben und das wie folgt lautet:

„Herr Botschafter,

Ich beehre mich, auf die Gespräche Bezug zu nehmen, die zwischen den zuständigen Stellen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Französischen Republik über den Austausch amtlicher Schriften stattgefunden haben, und Eurer Exzellenz mitzuteilen, daß die Regierung der Französischen Republik einem Austausch amtlicher Schriften zwischen den beiden Regierungen entsprechend folgenden Bestimmungen zustimmt:

1. Jede Regierung liefert der anderen Regierung vom 1. Januar 1964 ab regelmäßig ein Exemplar von jeder periodischen Veröffentlichung, die auf den zwischen den beiden Regierungen ausgetauschten Listen aufgeführt ist. Falls notwendig, können diese Listen von Zeit zu Zeit Änderungen erfahren, die von den in Absatz 3 genannten Stellen festzusetzen sind.

2. Chaque Gouvernement fournira également les publications isolées demandées par l'autre Gouvernement suivant les modalités qui s'avèreront les plus expédientes.
3. Les publications allemandes seront envoyées à la Bibliothèque Nationale à Paris et les publications françaises à la Staatsbibliothek, z. Z. Marburg/Lahn, Abteilung Internationaler Amtlicher Schriftenaustausch.
4. Les contributions des deux Gouvernements devront être sensiblement équivalentes. Chaque Gouvernement aura la faculté de dénoncer le présent accord s'il se trouve appelé à fournir un volume de publications dont la valeur dépasserait de beaucoup celle des publications reçues.

Dès réception d'une communication de Votre Excellence indiquant que les dispositions ci-dessus peuvent être acceptées par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République Française considérera que l'accord sera conclu et prendra effet à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1964.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.»

Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne m'a prié de faire part à Votre Excellence de son accord sur les termes de la communication précitée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

signé: Klaiber

Ambassade d'Allemagne  
Pol IV 1 — SE/100  
2 copies

le 22 janvier 1965

#### Note Verbale

L'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et, se référant à l'accord conclu entre le Gouvernement français et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne sur l'échange de publications officielles (lettre de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du 26 décembre 1963 — N° 1981 A — et lettre de Monsieur l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne du 15 janvier 1964), a l'honneur de lui faire savoir ce qui suit:

Par une erreur matérielle des services du Gouvernement fédéral il a été omis d'introduire dans le texte de l'accord la clause prévoyant l'application de l'accord dans le Land de Berlin, clause conçue comme suit:

«Cet accord est également applicable au Land de Berlin.»

L'Ambassade serait très reconnaissante si le Ministère voulait bien donner son agrément à une rectification de l'accord en y ajoutant comme point 5 la clause citée plus haut.

L'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères les assurances de sa haute considération.

Paris, le 22 janvier 1965  
cachet — paraphe

Ministère des  
Affaires Etrangères  
Paris

2. Jede Regierung wird ebenfalls die von der anderen Regierung gewünschten Einzelveröffentlichungen liefern, und zwar in der am zweckmäßigsten erscheinenden Art und Weise.

3. Die deutschen Veröffentlichungen werden an die Bibliothèque Nationale in Paris, die französischen Veröffentlichungen an die Staatsbibliothek, z. Z. Marburg/Lahn, Abteilung Internationaler amtlicher Schriftenaustausch, gesandt.

4. Die Beiträge der beiden Regierungen müssen im wesentlichen gleichwertig sein. Jede Regierung kann diese Vereinbarung kündigen, wenn von ihr die Lieferung von Veröffentlichungen in einem Umfang verlangt wird, dessen Wert erheblich denjenigen der erhaltenen Veröffentlichungen übersteigt.

Nach Empfang einer Mitteilung Eurer Exzellenz, aus der hervorgeht, daß die vorgenannten Bestimmungen von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland angenommen werden können, wird die Regierung der Französischen Republik davon ausgehen, daß die Vereinbarung am 1. Januar 1964 geschlossen und wirksam wird.

Genehmigen Sie, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.»

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland hat mich gebeten, Eurer Exzellenz ihr Einverständnis mit dem Inhalt der vorgenannten Mitteilung bekanntzugeben.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

gez. Klaiber

Deutsche Botschaft  
Pol IV 1 — SE/100  
2 Durchdrucke

den 22. Januar 1965

(Übersetzung)

#### Verbalnote

Die Botschaft der Bundesrepublik Deutschland beehrt sich, dem Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten unter Bezugnahme auf die zwischen der französischen Regierung und der Regierung der Bundesrepublik Deutschland geschlossene Vereinbarung über den Austausch amtlicher Schriften (Schreiben des Herrn Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten vom 26. Dezember 1963 — Nr. 1981 A — und Schreiben des Herrn Botschafters der Bundesrepublik Deutschland vom 15. Januar 1964) folgendes mitzuteilen:

Durch ein technisches Versehen der Dienststellen der Bundesregierung ist die Klausel über die Anwendung der Vereinbarung im Land Berlin nicht in den Wortlaut der Vereinbarung aufgenommen worden; die Klausel lautet wie folgt:

„Diese Vereinbarung gilt auch für das Land Berlin.“

Die Botschaft wäre sehr dankbar, wenn das Ministerium einer Berichtigung der Vereinbarung zustimmen und als Punkt 5 die oben erwähnte Klausel einfügen würde.

Die Botschaft der Bundesrepublik Deutschland benutzt diese Gelegenheit, das Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten erneut seiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

Paris, den 22. Januar 1965  
(L. S.) Paraphe

Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten  
Paris

(Übersetzung)

Liberté — Egalité — Fraternité  
République Française

Freiheit — Gleichheit — Brüderlichkeit  
Französische Republik

Ministère  
des Affaires Etrangères  
N° 80/EU

Ministerium  
der Auswärtigen Angelegenheiten  
Nr. 80/EU

Le Ministère des Affaires Etrangères présente ses compliments à l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne et, en réponse à la note que celle-ci lui a adressée le 22 janvier 1965 sous le N° Pol IV 1 — SE/100, a l'honneur de lui faire savoir qu'il est disposé à considérer que l'Arrangement conclu entre le Gouvernement français et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, sur l'échange de publications officielles et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1964, s'appliquera également à Berlin. Il est entendu que les publications officielles que le Sénat communique à la Kommandatura au terme de la législation en vigueur continueront à être transmises aux services français intéressés par le seul intermédiaire du Gouvernement militaire français de Berlin.

Das Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten ehrt sich, der Botschaft der Bundesrepublik Deutschland in Beantwortung ihrer Note vom 22. Januar 1965 — Nr. Pol IV 1 — SE/100 — mitzuteilen, daß das Ministerium bereit ist, zu berücksichtigen, daß die zwischen der französischen Regierung und der Regierung der Bundesrepublik Deutschland geschlossene und am 1. Januar 1964 in Kraft getretene Vereinbarung über den Austausch amtlicher Schriften auch für das Land Berlin gilt. Es wird unterstellt, daß die der Kommandatura in Übereinstimmung mit den bestehenden gesetzlichen Bestimmungen vom Senat übermittelten amtlichen Schriften den beteiligten französischen Stellen nur durch die französische Militärregierung in Berlin zugeleitet werden.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne les assurances de sa haute considération.

Das Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten benutzt diese Gelegenheit, die Botschaft der Bundesrepublik Deutschland ihrer ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

(L. S.) Paris, le 11 août 1969

(L. S.) Paris, den 11. August 1969

Ambassade de la République  
Fédérale d'Allemagne  
Paris

Botschaft der  
Bundesrepublik Deutschland  
Paris

Herausgeber: Der Bundesminister der Justiz. — Verlag: Bundesanzeiger Verlagsges. m.b.H., 5 Köln 1, Postfach.  
Druck: Bundesdruckerei Bonn.

Im Bezugspreis ist Mehrwertsteuer enthalten; der angewandte Steuersatz beträgt 5,5 %.

Das Bundesgesetzblatt erscheint in drei Teilen. In Teil I und II werden die Gesetze und Verordnungen in zeitlicher Reihenfolge nach ihrer Ausfertigung verkündet. In Teil III wird das als fortgeltend festgestellte Bundesrecht auf Grund des Gesetzes über die Sammlung des Bundesrechts vom 10. Juli 1958 (Bundesgesetzbl. I S. 437) nach Sachgebieten geordnet veröffentlicht. Bezugsbedingungen für Teil III durch den Verlag. Bezugsbedingungen für Teil I und II: Laufender Bezug nur durch die Post. Neubestellung mittels Zeitungskontokarte an einem Postschalter. Bezugspreis halbjährlich für Teil I und Teil II je 20,— DM. Einzelstücke je angefangene 16 Seiten 0,50 DM gegen Voreinsendung des erforderlichen Betrages auf Postscheckkonto „Bundesgesetzblatt“ Köln 3 99 oder nach Bezahlung auf Grund einer Vorausrechnung. Preis dieser Ausgabe 0,50 DM zuzüglich Versandgebühr 0,15 DM, bei Lieferung gegen Vo:ausrechnung zuzüglich Portokosten für die Vorausrechnung. Bestellungen bereits erschienener Ausgaben sind zu richten an: Bundesgesetzblatt 53 Bonn 1, Postfach.